

Robots, coaching et intelligence artificielle... l'agriculture selon Xavier Niel

Une "business school" agricole portée notamment par le milliardaire Xavier Niel va ouvrir ses portes dans les Yvelines : Hectar. Syndicats de l'enseignement agricole public et paysans sont hostiles à ce campus version "start-up nation" qui promet une agriculture technologisée.



Lévis-Saint-Nom (Yvelines), reportage - Depuis le panneau d'entrée dans le village de Lévis-Saint-Nom, la petite route départementale traverse une épaisse forêt de hêtres. Nous sommes à une heure à peine au sud-ouest de la capitale, mais la ville paraît bien loin. Bientôt, les arbres laissent place à une étendue de champs et de prairies. Au milieu, un manoir. Le domaine de la Boissière s'étale sur 600 hectares, ce qui en fait l'une des principales propriétés agricoles d'Île-de-France. Fin décembre 2019, un couple de Parisiens a racheté l'ensemble pour 19 millions d'euros. Lui, Xavier Alberti, est PDG des Collectionneurs, un groupe hôtelier haut de

gamme. Elle, Audrey Bourolleau, est l'ex-conseillère agriculture d'Emmanuel Macron, après avoir été la déléguée générale du lobby Vin & Société.

À l'époque, leur déménagement au fin fond des Yvelines a été présenté comme un "retour à la terre", version bourgeoise. Après deux ans à l'Élysée, Mme Bourolleau entendait en effet troquer les tailleurs pour la combinaison de travail, et "[devenir] agricultrice". Pourtant, très vite, le conte bucolique a pris des allures "start-up nation". En février 2021, le magazine Capital annonçait la création au domaine de la Boissière du "plus grand campus agricole du monde" : Hectar. Aux côtés de notre néo-agricultrice, un certain Xavier Niel — richissime patron de Free — a pris 49 % des parts de la société S4H créée pour financer l'établissement. À l'instar de son école 42, destinée à de futurs développeurs, Hectar entend offrir chaque année une formation gratuite à 2 000 étudiants... en agriculture. Avec comme directeur général : Francis Nappez, le cofondateur de BlaBlaCar.

Audrey Bourolleau est l'ex-conseillère agriculture d'Emmanuel Macron. Capture d'écran YouTube/Cultivons-nous

L'ambition, résumée sur le site de l'école :

"Être une partie de la réponse aux défis agricoles auxquels notre société doit faire face : 160 000 fermes sont à reprendre d'ici trois ans, soit un tiers des fermes en France, et 70 000 emplois agricoles sont à pourvoir chaque année !"



Pour ce faire, Hectar déploie les grands moyens : un campus, un "accélérateur de start-up et d'innovations", une "ferme pilote en agriculture régénératrice", des "espaces de coworking, de séminaires et de sensibilisation des

jeunes". Côté enseignement, un cursus en six mois devrait former des "chefs d'entreprise agricole", tandis qu'une formule condensée sur cinq semaines propose un

"programme personnalisé pour challenger votre projet agricole sans complaisance. Coaching et mentoring pour consolider votre business plan et passer de l'idée à l'action".

Vous n'y comprenez pas grand-chose ? Nous non plus, mais la direction d'Hectar n'a pas donné suite à nos demandes d'interview pour cause de "pause estivale" — l'école ouvrant ses portes en septembre.



Un couple, Audrey Bourolleau et Xavier Alberti, a racheté le domaine pour 19 millions d'euros. © Lorène Lavocat/Reporterre

Dans un entretien avec la chaîne CultivonsNous.tv, Mme Bourolleau a expliqué que

"l'école n'adresse aucun enseignement technique, mais accompagne les entrepreneurs. C'est une business school agricole".

Si on n'y apprendra pas les bases du métier agricole, qu'enseignera-t-on à Hectar ? La seule formation bénéficiant d'une plaquette de communication détaillée — qui serait aussi la première à être complète — est celle proposée en partenariat avec l'école 42 de M. Niel. Baptisée Agritech IA, elle permettra aux étudiants de

"développer des compétences techniques dans le cadre de projets d'intelligence artificielle liés au contexte et aux besoins du secteur agricole".

Au programme : édition de logiciels agricoles, "fermes verticales intelligentes", serres connectées et robots de désherbage.

La ferme pilote des Néfliers est située sur plus de 250 hectares de grandes cultures. © Lorène Lavocat/Reporterre

"La numérisation agricole accentue la dépossession de notre travail"

"Les formations dispensées vont à l'encontre du modèle qu'on défend", dénonce Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne. "La numérisation agricole accentue la dépossession de notre travail, et s'oppose à l'autonomie paysanne."



L'élèveuse rappelle également qu'Hectar ne fait nulle part référence à l'agriculture bio, lui préférant le terme flou d' "agriculture régénératrice"¹.

"Ce projet d'école n'a rien de philanthropique", dit à Reporterre le sénateur écologiste Joël Labbé. "M. Niel entend inculquer au monde agricole la nécessité technologique."

¹ Promu par Danone ou Nestlé, ce terme désigne notamment des pratiques agricoles sans labour, censées être plus respectueuses de la vie du sol, mais souvent associées à un usage d'herbicides, tel le glyphosate.



Treize organisations syndicales et associations de l'enseignement agricole public ont manifesté le 29 juin contre Hectar. © Lorène Lavocat/Reporterre

Le milliardaire, patron de *Free* et actionnaire du journal *Le Monde*, s'intéresse en effet depuis longtemps à l'agriculture : il a investi massivement dans l'entreprise *Les Nouveaux fermiers* qui produit des substituts végétaux de viande, et pourrait, avec son fonds d'investissement *2MX Organic*, racheter l'enseigne *Grand Frais*. L'intérêt de M. Niel pour l'*agritech* est d'ailleurs tout à fait dans l'air du temps :

Google s'est également placé sur le créneau avec un robot ultra-connecté, tandis que nombre d'hyper-riches — Bill Gates et Jeff Bezos en tête — ont acheté des centaines de milliers d'hectares à travers le monde ces dernières années. La terre, une valeur refuge.

"Ce projet est emblématique du monde hors sol que l'on veut nous construire", estime la sénatrice communiste Céline Brulin.

Elle participait, aux côtés de Joël Labbé et de Véronique Marchesseau, à une manifestation contre Hectar, le 29 juin dernier. Près de 150 personnes sont venues battre le goudron à Lévis-Saint-Nom à l'appel d'une dizaine d'organisations, dont le *Snetap-FSU*, principal syndicat de l'enseignement agricole public.

"Hectar met très directement en danger nos établissements", dit Frédéric Chassagnette, co-secrétaire général du syndicat.

Hectar propose, en effet, une formation gratuite à grand renfort de communication, au moment où certains établissements publics peinent à recruter.

"Tout ça dans un contexte de baisses de budget drastiques : le gouvernement a supprimé 300 équivalents temps plein dans l'enseignement agricole sur le quinquennat, ce qui équivaut, en proportion, à supprimer 10 000 emplois dans l'éducation nationale."

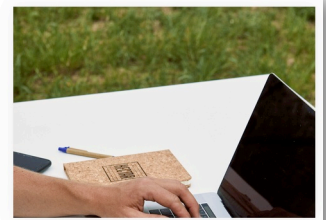
Plutôt que l'expression "agriculture bio", Hectar préfère le terme flou d'"agriculture régénératrice".

L'exécutif a également poussé pour la privatisation de la formation professionnelle : la loi "pour la liberté de choisir son avenir professionnel" de 2018 a en effet ouvert la possibilité aux entreprises de créer leur propre centre de formation d'apprentis (CFA).

Nos leviers d'action

- La formation aux compétences entrepreneuriales et à la création de valeur
- La diffusion rapide de l'agriculture régénératrice
- L'accélération de solutions innovantes avec notamment un programme d'intelligence artificielle
- La sensibilisation des jeunes et des entreprises

[Explorer les formations](#)



"D'un côté, on veut asphyxier l'édredon dans la valise, et de l'autre, on laisse la place aux officines privées qui peuvent ainsi se verdir la cerise tranquille", tempête Clémentine Mattéi, cosecraire générale du Snetap-FSU.

Les entreprises créent des cursus sur-mesure, en fonction de leurs besoins

Lors de la marche du 29 juin, les témoignages s'accumulaient quant aux difficultés rencontrées par les enseignants. Ici, on a dû attendre cinq ans avant d'ouvrir un bac pro élevage, faute de moyens, alors que la demande était criante. Là, on a bataillé pour faire reconnaître une formation de construc-

tion de piscines naturelles. Tandis que le public se délite, le privé prospère. Une école vétérinaire portée par la société *Unilasalle* devrait ouvrir prochainement à Rouen — une première ; le groupe *Lactalis* a ouvert son propre CFA à Laval, en Mayenne. Les entreprises peuvent ainsi créer des cursus sur-mesure, en fonction de leurs besoins.



Lors de la manifestation du 29 juin. © Lorène Lavocat/Reporterre

"Le problème, c'est que nombre de ces formations privées sont en fait payées par de l'argent public, via des aides ou des incitations fiscales", dénonce un militant de Force ouvrière.

Ainsi, Hectar peut compter sur le soutien financier de nombreuses fondations, dont le fonds Danone ou la fondation Carrefour — des structures qui bénéficient largement des dispositifs de défiscalisation. Le conseil régional d'Île-de-France a également alloué 200 000 euros au futur campus.

"Par une nouvelle fiscalité, les sommes engagées ici par Monsieur Niel et Madame Bourolleau devraient permettre de financer des politiques publiques, décidées démocratiquement, pour répondre à l'intérêt général et non au profit de quelques uns", peut-on lire dans le communiqué des organisations à l'origine de la marche du 29 juin.

"Nous partageons le constat des fondateurs d'Hectar qui veulent répondre au problème du remplacement agricole", dit M. Chassagnette. "Mais nous n'avons pas besoin du privé pour cela. L'enseignement public agricole existe, il peut relever le défi, pourvu qu'on ne le laisse pas pourrir."

Car qui contrôle la formation des paysans de demain dessine les contours de ce que seront notre agriculture et notre alimentation.

Après cet article

➤ Agriculture - [Drones, intelligence artificielle... quand le numérique s'imisce dans les champs](#)